

Nucléaire : EDF veut éviter de nouveaux fiascos



EDF veut rompre avec les déboires de la filière, dont celui de la construction de l'EPR de Flamanville, toujours pas en service.

Archives Benoît Tessier, Reuters

L'électricien français mobilise toute la filière nucléaire hexagonale pour améliorer ses méthodes et recruter, afin de mener à bien l'éventuelle construction des nouveaux EPR.

Excell, c'est le nom du plan, lancé en 2020, par la filière nucléaire française pour mener à bien la construction de six réacteurs EPR2 – d'un coût estimé de 52 milliards, avec une première entrée en service en 2035 – avec option pour huit autres, souhaitée par Emmanuel Macron en février. Un défi qui coïncide avec la refonte de trente-deux réacteurs de 900 MW devant passer le cap des quarante ans de fonctionnement.

Rompre avec les déboires

Alors que le système énergétique français doit massivement s'électrifier, EDF et ses partenaires veulent rompre avec les déboires. Ceux de l'EPR de Flamanville (douze ans de retard, 10 milliards de surcoût) ainsi que ceux de l'usine de retraitement de combustible Melox, de la filière de stockage des déchets, engorgée, de la production des pièces sidérurgiques nécessaires aux réacteurs et du démantèlement, toujours pas commencé, des centrales graphite-gaz, arrêtées depuis vingt à trente-cinq ans.

À l'occasion d'un point d'étape le 15 novembre, Alain Tranzer, responsable du plan Excell, a assuré que la filière est « **sur de bons rails** ».

EDF a rationalisé ses besoins. Exemples : le nombre de types de robinets a été ramené de 1 300, sur l'EPR de Flamanville, à 571 pour les EPR2, tandis que celui des soudures a été réduit d'un tiers.

En outre, le choix des fournisseurs titulaires des 300 grands contrats nécessaires à chaque EPR2 est désormais drastique, tous devant être titulaire d'une nouvelle norme Iso. Parmi eux, Framatome – qui a dissimulé au moins quatre-vingt-sept malfaçons sur des pièces importantes destinées à des réacteurs – est particulièrement suivi. Son usine de Saint-Marcel (Saône-et-Loire) est modernisée, avec l'engagement de réduire les défauts par huit par rapport à ce qui a été constaté sur l'EPR de Flamanville.

10 000 recrutements par an

Par ailleurs, le recrutement de 10 000 personnes par an durant dix ans est lancé. Dans le cadre d'une « Université des métiers du nucléaire », des formations sont créées à dessein. La Normandie est particulièrement mobilisée. C'est à Penly (près de Dieppe, en Seine-Maritime) que les premiers EPR2 doivent être construits à partir de 2027. Sur les 7 500 emplois nécessaires à leur construction, 4 000 doivent être de recrutement local.

La filière nucléaire ainsi relancée n'attend plus que la commande officielle des EPR2, qui doit d'abord être validée, l'an prochain, par le Parlement.

André THOMAS.